

Affaires courantes

poste dans sa circonscription. Il n'y a apparemment pas réussi, comme de nombreux autres députés conservateurs qui ont probablement essayé de faire la même chose.

Postes Canada n'est pas actuellement en déficit. Nous le savons.

Les membres du Comité Marchment, l'Office de réexamen du service postal, a déclaré que de toute façon il était absurde de fermer les bureaux de poste ruraux sans discrimination, qu'ils soient rentables ou non. Il faudrait revoir cette politique. J'invite le ministre à y penser. Il s'agit d'un organisme indépendant qu'il a lui-même nommé. Lorsque les membres de l'Office de réexamen du service postal ont fait certaines de ces recommandations, que le gouvernement n'a pas appréciées, on les a licenciés. On les a virés parce que leurs recommandations ne plaisaient pas au gouvernement.

Le président suppléant (M. Paproski): La période des questions et des commentaires est maintenant terminée.

L'hon. Harvie Andre (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, je n'avais ni prévu ni envisagé de prendre la parole aujourd'hui pour traiter du service des postes, mais je le ferai volontiers.

Contrairement au député de Glengarry—Prescott—Russell, je ne me suis pas trop inquiété lorsque j'ai entendu les députés néo-démocrates proposer l'adoption de ce rapport. Ceux-ci ne sont pas réputés pour leur esprit de suite. Je savais qu'ils nous ménageaient une surprise, car ils ne pouvaient tout simplement pas avoir vu tout à coup la lumière. Je ne me suis donc pas précipité sur le dictionnaire, comme l'a fait le député de Glengarry—Prescott—Russell, pour découvrir ce que les députés néo-démocrates faisaient. Ils agissaient selon leur habitude.

Des voix: Oh, oh!

M. Andre: Seul Jean-Claude Parrot le sait avec certitude! Je soupçonne que c'est la raison pour laquelle nous avons ce débat aujourd'hui.

Quoi qu'il en soit, monsieur le Président, certains trouveront du réconfort, tout comme, sûrement, Fidel Castro, à la pensée qu'il y a dans cet hémisphère au moins un et peut-être deux autres partis politiques qui continuent de penser que la propriété d'État vaut mieux que la propriété privée. Le pauvre diable là-bas devait commencer à souffrir de solitude, tout seul de son camp de par le

vaste monde. Ses propres compères déclarent que le socialisme est un échec.

Ils reconnaissent qu'ils doivent laisser agir les forces du marché s'ils veulent satisfaire leurs concitoyens qui aspirent à un niveau de vie satisfaisant et à des perspectives d'avenir. Et là-bas, dans son île des Antilles, le pauvre vieux Fidel se désolait: «Holà! Serais-je le seul qui a encore foi dans la propriété d'État? Le régime socialiste est le meilleur.» Qu'il se rassure, il n'est pas le seul. Il y a encore le Parti libéral du Canada et le Nouveau Parti démocratique du Canada qui croient dur comme fer que l'État vaut mieux que l'entreprise privée et qu'il doit se charger de tout.

Gorbatchev n'accepte plus ce principe. Cependant, les néo-démocrates l'acceptent toujours, tout comme les libéraux, semble-t-il.

Monsieur le Président, j'estime qu'ils ont droit à leur point de vue. S'ils sont incapables de tirer les leçons de l'histoire et tiennent absolument à demeurer les camarades de Fidel Castro et de son ami Hawkes, je crois, d'Albanie, tant pis pour eux. Il n'y a plus guère de gens qui pensent comme vous, n'est-ce pas? Les socialistes commencent vraiment à souffrir de la solitude.

Une voix: Hawkes est en Australie!

M. Andre: À l'heure actuelle, les socialistes constituent une espèce rare, et mis à part quelques professeurs étranges, il est vraiment assez rare de rencontrer quelqu'un qui soutienne ouvertement que le socialisme est le régime de l'avenir et que la propriété d'État vaut mieux que la propriété privée. Je dois certes rendre leur dû au précédent gouvernement et au député de Papineau. Et je suis sûr que le député de Papineau n'est pas d'accord avec le député de Glengarry—Prescott—Russell.

Lorsque le député de Papineau était ministre des Postes, il a mentionné que, pour assurer un service satisfaisant aux clients, c'est-à-dire le peuple canadien, il fallait supprimer toute ingérence politique, que l'ingérence politique a été de tout temps à la source des problèmes des postes. C'était l'évidence même pour tous ceux qui avaient étudié la question des postes et Dieu sait combien d'études ont été effectuées à ce sujet. Malgré tout, voilà que le député néo-démocrate me demande d'intervenir, en tant que ministre, et d'imposer mon opinion politique au bureau de poste de Dubuc, en Saskatchewan. J'ai oublié le nom du village dans. . .

M. Boudria: Dalkeith.